

Le 12 décembre 2018 – TITRE IV

DEPARTEMENT du NORD

**Enquête Publique Unique sur le territoire des
Communes de BOUSBECQUE, COMINES, DEULEMONT,
HALLUIN, WARNETON et WERVICQ-SUD**

Commissaire enquêteur :
Monsieur Dominique BOIDIN

Décision du Président du Tribunal Administratif de Lille
Ordonnance N° E 18000116/59 du 08 août 2018

RECALIBRAGE DE LA LYS MITOYENNE

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

DOSSIER D'ENQUETE PARCELLAIRE

Procédure 3

TITRE IV

AVIS ET CONCLUSIONS

***Le présent dossier comprend (6) parties distinctes, d'une part
le rapport d'enquête (titre I), d'autre part, les (4) conclusions
motivées et avis du commissaire enquêteur (titres II à V) ,
et les annexes (titre VI)***

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne
Présenté par les Voies Navigables de France

Sommaire

| | |
|--|---------------------------|
| Rappel du projet | Page 4 |
| Cadre législatif | Pages 4 - 5 |
| La démarche administrative | Page 6 |
| La procédure d'enquête publique (rappels) | Pages 6 – 7 |
| Avis sur la constitution du dossier | Pages 7 – 8 |
| Avis sur la publicité | Page 8 |
| Avis sur le déroulement de l'enquête publique | Pages 9 – 10 |
| Avis sur les observations du public et leurs réponses du pétitionnaire | Page 10 |
| Analyse du projet | |
| Description du projet (rappels) | Page 11 |
| Destination des matériaux | Page 12 |
| Le dossier d'enquête publique (rappels) | Pages 12 – 13 |
| Parcelles concernées par l'expropriation | Page 14 |
| Rencontre et saisis des propriétaires identifiés par les expropriations | Page 15 |
| Appréciation et avis sur l'utilité publique du projet | Pages 16 – 17 |
| Conclusions motivées du commissaire enquêteur | Pages 18 – 19 - 20 |

NOTA : L'ensemble des informations générales relatives à cette enquête publique unique, figurent dans le rapport principal TITRE I regroupant les quatre (4) procédures, à savoir :

- TITRE II : la Déclaration d'Utilité Publique (**Procédure 1**)
- TITRE III : l'Autorisation Unique au titre de la Loi sur l'Eau (**Procédure 2**)
- TITRE IV : le Dossier d'Enquête Parcellaire (**Procédure 3**)
- TITRE V : la Mise en Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (**Procédure 4**)
- TITRE VI : les annexes

Dans ce document ne figurent que les informations spécifiques à la procédure 3 dite « Dossier d'Enquête Parcellaire - TITRE IV », ainsi que les avis et conclusions du commissaire enquêteur.

En vertu de l'article L123-6 du Code de l'Environnement, l'ensemble des quatre (4) procédures sus visées, est regroupé en une enquête publique unique, organisée par la Préfecture de Lille, pour le compte des trois (3) maîtres d'ouvrages concernés, à savoir :

LE DEMANDEUR - PETITIONNAIRE :

VOIES NAVIGABLES DE France
Direction Territoriale Nord Pas de Calais
37, rue du Plat – BP 725
59034 LILLE Cedex

Un seul dossier de Déclaration d'Utilité Publique a été déposé pour Enquête Publique Unique, par les Voies Navigables de France agissant pour son propre compte et en qualité de représentant et/ou de mandataire pour le compte des deux (2) autres maîtres d'Ouvrage en charge du Projet de Recalibrage de la Lys Mitoyenne, ci-après dénommés :

- Service Public de Wallonie (SPW) – 7500 Tournai Belgique
- Waterwegen en Zeekanaal NV (W&Z) - 9820 Merelbeke Belgique

Les autorisations administratives à obtenir pour la réalisation des travaux sur les trois (3) sections situées sur le territoire français, qui seront effectués par les trois (3) Maîtres d'Ouvrages sus nommés, sont sollicitées par les Voies Navigables de France (VNF) qui en est le porteur officiel du projet, pour son propre compte, et pour le compte des deux (2) autres maîtres d'ouvrage (SPW et W&Z).

Chaque Maître d'Ouvrage sera responsable de l'application des mesures en phase chantier.

Les Voies Navigables seront responsables de l'application des mesures compensatoires et de leurs suivis en territoire français, pour son compte et au titre des deux (2) autres maîtres d'Ouvrage.

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne
Présenté par les Voies Navigables de France

RAPPEL DU PROJET

La procédure « d'enquête publique » a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions, préalablement à certaines décisions, afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous les éléments nécessaires à son information.

La présente enquête publique porte sur le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne de Deûlémont à Halluin.

Ce projet est un maillon de la liaison fluviale européenne Seine – Escaut, classée en 2004 parmi les trente (30) projets prioritaires du réseau Trans-Européen de Transport (RTE-T). Ce projet est également inscrit au Contrat de Plan Etat Région Haut de France 2015-2020.

La section concernée par les travaux de recalibrage, objet de la présente enquête publique, est comprise entre Deûlémont, à la confluence Deûle – Lys, et Halluin (France) / Menin (Belgique), au niveau du pont de Menin, soit un linéaire d'environ 16.6 km.

Cette partie de la Lys est dite « mitoyenne » de part sa situation géographique à la fois sur le territoire français et sur les territoires wallon et flamand en Belgique.

Les travaux seront réalisés sur le territoire français par les trois (3) Maîtres d'Ouvrage sus visés.

L'opération de recalibrage de la Lys Mitoyenne consistera essentiellement en un élargissement et en un approfondissement de la voie d'eau, par des travaux de terrassement, de reconstitution de berges et de dragage (voir dossier 1 « Rapport d'Enquête Publique Unique »).

CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique :

- articles L 110-1 à L 110-7 : L'enquête publique en vue de la déclaration d'utilité publique

- articles R 112-4 et R 131-3 : La forme déclarative de l'utilité publique et de la composition du dossier d'enquête publique

- articles R 11-15 à R 11-18 : Dispositions communes

- article R 11-19 : L'enquête parcellaire

- articles R 11-21 : L'utilité publique

- article R 131-3 : Enquête publique parcellaire

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne
Présenté par les Voies Navigables de France

Le Code de l'Environnement :

- articles L 123-1 à L 123-19 : Relatifs à l'enquête publique environnementale
- article R 123-1 : Les opérations susceptibles d'affecter l'environnement
- article L 123-6 : L'enquête publique unique
- article R 123-8 : Fixe la composition du dossier d'enquête publique
- articles L 122-1 à L 122-3 : Reprennent la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et le décret 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié, pris pour l'application de cette loi
- article R 122-2 : Les études d'impact
- articles R 122-4 et R 122-5 : Fixent la composition de l'étude d'impact
- articles L 210-1 et suivants, et R 211-1, R 214-1 et suivants : L'eau, les milieux aquatiques et marins ; les activités, installations et usage
- article L 214-1 et suivants, et R 214-1 et suivants : IOTA loi sur l'Eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2010
- articles L 215-14 : entretien des cours d'eau
- articles L 220 à L 226 : Loi sur l'air n°96-1236 du 30 décembre 2006
- article L 350-1 : Loi sur la mise en valeur des paysages n°93-24 du 8 janvier 1993
- articles L 126-1 et suivants : La déclaration de projet
- articles L 122-1 et L 122-7 : Le décret n°2009-496 du 30 avril 2009 relatif à l'autorité administrative de l'Etat compétent en matière d'environnement
- article L 411-2 : La dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés
- article L 414-1 et R 414-19 à 26 : La protection des réserves naturelles nationales et des sites classés

Code de l'urbanisme :

- article L 123-16 : La DUP emporte approbation des nouvelles dispositions des documents d'urbanisme
- articles L 153-54 à L 153-59 et R 153-14 : la mise en compatibilité des documents d'urbanisme
- articles L 300-2 et suivants et R 300-1 et suivants : La procédure de concertation

- loi alur n°2014-366 du 24 mars 2014
- loi grenelle n°2009-967 du 3 août 2009

Convention européenne dite « d'Espoo » :

Sur l'évaluation de l'impact environnemental dans un contexte transfrontalier, adopté le 10 septembre 1997 à Espoo en Finlande, stipulant les obligations des parties d'évaluer l'impact sur l'environnement de certaines activités.

LA DEMARCHE ADMINISTRATIVE

La réalisation des travaux prévus dans le cadre du projet dit « de Recalibrage de la Lys Mitoyenne », sus visé, doit être « Déclaré d'Utilité Publique » (DUP) par un Arrêté Préfectoral.

Cette Déclaration d'Utilité Publique (DUP) devra résulter des suites d'une enquête publique, conduite selon les dispositions du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique (notamment les articles L 110-1 et suivants) et du Code de l'Environnement.

Le présent document constitue le dossier d'avis et de conclusions à l'enquête parcellaire sur les communes de Comines et d'Halluin, conformément à l'article R131-3 du code de l'expropriation.

LA PROCEDURE D'ENQUETE PUBLIQUE (RAPPELS)

Suivant décision n°E18000116/59 du 8 août 2018, le Tribunal Administratif de Lille, a désigné Monsieur Dominique BOIDIN, en qualité de commissaire enquêteur,

Par Arrêté Préfectoral du Nord en date du 12 septembre 2018, il a été prescrit la mise à l'enquête publique du 1^{er} projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne sur les territoires de Bousbecque, Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq.

L'enquête publique s'est déroulée conformément aux dispositions du code de l'environnement, du code de l'Urbanisme et du code de l'Expropriation, d'une part, et des dispositions de l'Arrêté Préfectoral du 12 septembre 2018, sus visé, d'autre part.

Elle a été prescrite pour une durée de 33 jours consécutifs, du lundi 15 octobre 2018 au vendredi 16 novembre 2018, inclus.

Un dossier a été soumis à enquête et un registre d'observations a, pendant la période du 15 octobre 2018 au 16 novembre 2018, été mis à la disposition du public, dans les locaux des mairies de Bousbecque, Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq.

Ledit dossier a par ailleurs été accessible en ligne, sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord.

L'enquête a été clôturée à 17h00, le vendredi 16 novembre 2018, après la sixième (6) permanence. Les registres ont été clos et signés le même jour, par les représentant des maires des communes concernés par ledit projet, et emporté par le commissaire enquêteur, le 22 novembre 2018.

Le procès verbal de synthèse des observations du public a été remis aux Voies Navigables de France, ainsi qu'à la Préfecture du Nord le 24 novembre 2018, à Madame Patriciat ROUY et de Messieurs Thierry DUTILLEUL, Stéphane DEHART, Vincent ROUSSEAU, représentant les Voies Navigables de France (VNF), le même jour.

Comme prévu à l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'enquête publique du 12 septembre 2018, les Voies Navigables de France (VNF), ont fait part, sous 15 jours, conformément aux stipulations de l'article R 123-18 du Code de l'Environnement, de leur position au regard des observations et/ou remarques émises par le public, et des avis formulés par les Personnes Publiques Associées.

L'ensemble des observations et/ou remarques du public, des avis des Personnes Publiques Associées, ainsi que de la position des Voies Navigables de France (VNF), figurent dans la partie du dossier intitulée « Rapport d'enquête »

Avis

Dans les paragraphes suivants, l'avis du commissaire enquêteur est repris en italique

Avis sur la constitution du dossier

Le dossier d'enquête qui a été mis à la disposition du public comprenait :

- l'Arrêté Préfectoral du Nord en date du 12 septembre 2018 prescrivant l'enquête publique et ses modalités d'organisation
- les registres d'enquête destinés à recevoir les observations du public
- Un 1^{er} dossier intitulé « Dossier de Déclaration d'Utilité Publique » constitué de :
 - d'une note chapeau
 - d'une pièce 2 dite « DUP »
 - d'une pièce 3 dite « Résumé non technique »
 - d'une pièce 4 dite « Projet »
 - d'une pièce 5 dite « Etude d'Impact »
 - d'une pièce 6 dite « Atlas cartographique »
 - d'une pièce 7 dite « Annexes »
 - de la décision autorisant le lancement des procédures

- Un 2^{ème} dossier intitulé « Demande d'Autorisation Unique » constitué de :
 - d'une note chapeau
 - d'une pièce 1 dite « Demandeur »
 - d'une pièce 2 dite « Contexte Réglementaire »
 - d'une pièce 3 dite « Résumé non technique »
 - d'une pièce 4 dite « Description du projet »
 - d'une pièce 5 dite « Etude d'Impact »
 - d'une pièce 6 dite « Dossier de Dérogation Espèces Protégés »
 - d'une pièce 7 dite « Atlas Cartographique »
 - d'une pièce 8 dite « Annexes »
 - d'une pièce 9 dite « Note Complémentaire »
 - d'une pièce 10 dite « Avis AE »
 - d'une pièce 11 dite « Avis CNPN »
 - d'une pièce 12 dite « Mémoire en réponse à l'avis de l'AE CGEDD »
- Un 3^{ème} dossier intitulé « Dossier d'Enquête Parcellaire » constitué de :
 - d'une notice explicative sur l'établissement de l'état parcellaire et de l'état volumétrique
 - d'un Etat parcellaire en surface et en volume
 - de plans parcellaires
- Un 4^{ème} dossier intitulé « Dossier de Mise en Compatibilité du Document d'Urbanisme » constitué de :
 - d'une Notice de Présentation
 - du Règlement de mise en compatibilité de la zone NE
 - du Règlement graphique – mis en compatibilité
 - Liste des emplacements réservés – mis en compatibilité
 - Annexes
- Le Procès-Verbal de la réunion du 17 novembre 2018 des Personnes Publiques Associées (PPA)

Le dossier est clair, structuré et sa lecture aisée, mais difficilement compréhensible par un public non averti.

Afin de mieux comprendre le projet envisagé, des éléments administratifs et des documents graphiques, ainsi qu'une note « chapeau », d'une grande qualité, y ont été intégrés, ce qui a permis au public, malgré tout, de se faire une idée assez précise du projet.

Le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne a été traité en toute transparence, et tous les sujets ont été abordés, tant du point de vue technique, environnemental, financier, que du point de vue du respect des législations en vigueur.

Le dossier soumis à enquête publique comprend l'ensemble des pièces exigées par les codes de l'environnement, de l'urbanisme et de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

L'Etude d'Impact est particulièrement bien réalisée, elle permet de cerner tous les effets et impacts sur l'environnement.

Avis sur la publicité

La publicité a été faite par voie de presse : La Voix du Nord du vendredi 28 septembre 2018 et du mercredi 17 octobre 2018 et Nord Eclair du vendredi 28 septembre 2018 et du mercredi 17 octobre 2018. Les encarts publicitaires sont joints en Annexe.

Par ailleurs la publicité a été effectuée par voie d'affichage dans les mairies des communes concernées par ledit projet de recalibrage de la Lys, et par les soins des Voies Navigables de France, le long de la Lys.

Les publications de l'Avis d'Enquête publique, quinze (15) jours avant le début de l'enquête publique et celles prévues dans les huit (8) premiers jours de son déroulement, dans deux (2) journaux, ont bien été observées.

J'ai pu à l'occasion des permanences réalisées, vérifier la conformité permanente de l'affichage des avis d'enquête publique.

Je considère que l'enquête a fait l'objet d'une publicité satisfaisante.

Avis sur le déroulement de l'enquête publique

Le dossier a été tenu à la disposition du public dans les mairies de Bousbecque Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq-Sud, où chacun a pu en prendre connaissance aux heures et jours habituels d'ouverture.

J'ai paraphé les registres des observations et assuré les modalités de clôture.

Je me suis tenu à la disposition du public, aux jours et heures, dans les mairies

Ci-après :

- de Comines (siège de l'enquête)
 - . le lundi 15 octobre 2018 de 14h00 à 17h30
 - . le vendredi 16 novembre 2018 de 14h00 à 17h30
- de Halluin
 - . le jeudi 18 octobre 2018 de 8h30 à 12h00
 - . le mercredi 31 octobre 2018 de 13h30 à 18h00
- de Deûlémont
 - . le samedi 10 novembre 2018 de 8h30 à 11h30
- de Bousbecque
 - . le samedi 27 octobre 2018 de 8h30 à 12h00

Le public s'est peu manifesté auprès du commissaire enquêteur, eut égard à l'importance du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

Trente (30) visites ont eu lieu, durant les six (6) permanences, donnant lieu à quinze (15) remarques, cinq (5) lettres et un (1) courriels consignés sur les (6) registres d'enquête publique.

Trois (3) courriels ont été reçus sur le site internet de la Préfecture du Nord.

Les trente (30) visites sont en parties liées au souhait des visiteurs n'ayant pas mis de remarques aux registres d'enquête, au fait de pouvoir consulter le dossier d'enquête afin de connaître la nature détaillée du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne et des évolutions contenues dans la procédure en cours.

Pour les quinze (15) remarques inscrites aux registres d'enquête, ainsi que pour les cinq (5) lettres et les quatre (4) courriels, ils ont fait l'objet de réponses du pétitionnaire et d'une analyse, consultable dans le rapport principal TITRE I regroupant les quatre (4) enquêtes publiques.

L'enquête publique a été clôturée à 17h30, le vendredi 16 novembre 2018, après ma sixième (6) permanence.

J'ai récupéré les six (6) registres des mairies de Bousbecque, Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq-Sud, le jeudi 22 novembre 2018. J'ai clos ces registres le même jour.

Je n'ai remarqué aucune anomalie dans le déroulement de cette enquête et je considère qu'elle s'est déroulée d'une façon satisfaisante.

J'ai reçu un excellent accueil de la part du personnel des différentes mairies concernées par le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, ainsi des Voies Navigables et de la Préfecture du Nord.

J'ai fait l'objet d'une réelle attention de leur part. L'on m'a toujours clairement répondu aux questions posées.

Le nombre de permanences et leur durée ont été bien été estimés, permettant à chaque fois de recevoir le public qui s'est présenté et de consacrer du temps à chacun.

En conclusion de l'enquête publique :

Je dois préciser qu'il n'a été constaté aucun manquement aux règles relatives :

- à l'information pleine et entière*
- à l'affichage*
- à la publicité*
- à la mise à disposition du dossier et du registre au public*
- à l'obligation de permettre tout moyen d'expression légal*

Aucun incident n'est à signaler.

Avis sur les observations du public et leurs réponses du pétitionnaire

La participation du public ne peut pas être considérée comme très importante. Il n'y a eu au total que 24 observations : 15 remarques, 5 lettres et 1 courriel inscrits ou consignés sur les registres communaux ainsi que trois (3) courriels reçus en préfecture du Nord.

Conformément à l'article L. 123-3 du code de l'environnement, l'enquête publique a été conduite dans un but d'informer le public sur le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions, afin de

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne
Présenté par les Voies Navigables de France

permettre à l'autorité compétente de disposer de tous les éléments nécessaires à son information.

Toutes ces observations ont été portées à la connaissance des Voies Navigables de France (VNF). Ces derniers ont fait connaître leur position, conformément au mémoire en réponse en date du xx décembre 2018, figurant en annexe dans la partie du dossier intitulée « Rapport d'enquête ».

Le public qui se sera déplacé et aura rédigé une observation sur le registre ou envoyé un courrier, trouvera la réponse à ses questions, au travers de ce rapport et du mémoire en réponse de Monsieur le Maire de Nomain.

Je considère que les réponses données par les Voies Navigables de France (VNF), aux observations et/ou interrogations du public durant l'enquête publique, ne sont pas de nature à remettre en cause les objectifs du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

ANALYSE DU PROJET

Description du projet (rappels)

Le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne, qui a été soumis à la présente enquête publique, correspond aux travaux qui seront réalisés sur le territoire français, uniquement, à savoir :

- l'ensemble des travaux de dragage et d'approfondissement de la partie du lit de la rivière située en France,
- la reconstitution et le terrassement des berges françaises, ainsi que la restauration des chemins de halage, avec le maintien de la continuité piétonne,
- la gestion des matériaux excédentaires de la section 1 :
 - les matériaux inertes seront principalement utilisés pour les remblais nécessaires au projet de traitement des berges, au remodelage des deux bras morts (Vert-Digue et Comines) dans le cadre de la réalisation des mesures compensatoires.
 - les matériaux non inertes seront gérés par la ou les entreprises en charge des travaux de dragages.
- les mesures compensatoires liées aux travaux réalisés en France :
 - le remodelage des deux bras morts (Vert-Digue et Comines) avec la création de hauts fonds pour recréer des habitats impactés par le dragage et la reconstitution de berge.
 - la création d'une zone humide sur le site n°18 de Deûlémont, suite à la destruction de zones humides.
- la partie sur le territoire français de l'aménagement du franchissement piscicole au niveau de l'écluse de Comines.
- La voie d'eau comprendra également les aménagements spécifiques suivants :

- Un bassin de virement à Bousbecque dimensionné pour les navires de classe européenne dite Va+
- Une nouvelle zone de stationnement et/ou de croisement, dimensionnée pour les navires de classe Vb. Cette zone servira également à la régulation du trafic des navires de classe Vb au droit de Wervik.
- Deux nouvelles zones d'attente pour alternat total, dimensionné pour les navires de classe européennes Vb, pour le passage sous le pont de Comines.

Destination des matériaux

Le volume de matériaux excédentaire du projet s'élève à près de 1.35 millions de m3, réparti entre les différentes sections, de la manière suivante :

- 333 230 m3 pour la section 1 (de la confluence Deûle-Lys à l'écluse de Comines). Maître d'ouvrage : Les Voies Navigables de France (VNF)
- 337 000 m3 pour la section 2 (de l'écluse de Comines à la frontière Wallonie-Flandre). Maître d'ouvrage : Le Service Public de Wallonie (SPW)
- 676 000 m3 pour la section 3 (de la frontière Wallonie-Flandre au pont de Menin). Maître d'ouvrage : Waterwegen en Zeekanaal (W&Z)

Conformément au projet de convention entre la France, la Région Wallonne et la Région Flamande, chaque maître d'ouvrage traitera les matériaux excavés en France ou en Belgique, résultant de l'exécution des travaux dont ils ont la charge sur sa section, sur son territoire suivant sa réglementation nationale.

- sur la section 1 (française) : les matériaux inertes seront utilisés pour les remblais nécessaires au projet : traitement de berge, mesures compensatoires. Les matériaux non inertes seront traités sur des sites spécialisés puis évacués via les filières existantes.

- sur la section 2 (wallonne) : les matériaux inertes seront utilisés pour aménager le parc des Prés de la Lys. Les matériaux non inertes seront traités sur des sites spécialisés puis évacués via les filières existantes.

- sur la section 3 (flamande) : les matériaux seront utilisés en remblaiement de la carrière de Lochristi. Les matériaux non inertes seront traités sur des sites spécialisés puis évacués via les filières existantes.

Seuls les matériaux excédentaires de la section 1 seront gérés en France par les Voies Navigables de France (VNF) :

- les matériaux inertes serviront pour la percolation des berges et la réalisation de site de compensation écologique (les bras morts du Vert Digue et de Comines).

- les matériaux non inertes seront à la charge de l'entreprise qui réalisera les travaux de dragage. Ils seront évacués dans des filières de gestion existantes, en France ou en Belgique.

Le dossier d'enquête publique (rappels)

Le dossier spécifique établi par les soins des Voies Navigables de France, mis à disposition du public, comporte :

- Une notice explicative sur l'établissement de l'état parcellaire et l'état volumétrique
- les états parcellaires en surfaces et en volumes
- les plans parcellaires

Bien que la plus grande partie du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne soit réalisée sur le domaine public fluvial, sur les communes de Deûlémont, Warneton, Comines France, Wervicq-Sud, Bousbecque et Halluin., grâce à la mise en œuvre de profils raidis, les Voies Navigables de France doivent acquérir par voie de l'expropriation, des parcelles de terrains supplémentaires destinés à la réalisation dudit projet.

L'article R11-19 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dispose que l'expropriation d'immeuble en tout ou partie (...) ne peut être prononcée qu'autant elle aura été précédée d'une déclaration d'utilité publique, intervenue à la suite d'une enquête publique, et qu'il aura été procédé contradictoirement à une enquête parcellaire dont l'objet est la détermination des parcelles à exproprier, ainsi qu'à la recherche des propriétaires (...). Elle donne lieu à une juste et préalable indemnité.

La liste des propriétaires et des parcelles expropriées a été déterminée par un géomètre expert, d'après les matrices cadastrales et les renseignements recueillis auprès du service de la publicité foncière, ou par tous autres moyens auprès des voisins, mairies, percepteurs...

Elle est consignée dans les états parcellaires et graphiques, où sont identifiés très exactement, les titulaires de droits réels, la localisation des parcelles expropriées, leurs désignations cadastrales, leurs contenances, leurs natures (terrain bâti, agricole...) ainsi que les surfaces ou les volumes à exproprier.

Il est rappelé la concomitance des deux (2) enquêtes, sur l'utilité publique et sur le parcellaire, devant aboutir, d'une part, à la déclaration d'utilité publique, et d'autre part à la décision de cessibilité des parcelles expropriées, utiles à la réalisation du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

En vertu de l'article L123-6 du code de l'environnement, ces deux (2) enquêtes sont regroupées en une seule.

Il en résulte que l'ensemble des informations relatives à la déclaration d'utilité publique figurent dans le rapport intitulé « Titre II : la déclaration d'utilité publique – procédure 1 ».

Dans ce document, ne figurent que les informations spécifiques à l'enquête parcellaire.

Parcelles de terrain concernées par l'expropriation
(sur le territoire français uniquement)

Sur la commune de COMINES :

- acquisition de surface : 6 parcelles représentant une surface au sol de 471 m2

| COMINES | Surface en m2 | Valeur : €/m2 | Montant en € | Réemploi en € |
|----------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| AB7 | 59 | 35.00 | 2065.00 | 246.30 |
| AD370 | 125 | 25.00 | 3125.00 | 622.42 |
| AD371 | 39 | 25.00 | 975.00 | 194.19 |
| AH304 | 67 | 80.00 | 5360.00 | 469.00 |
| AH305 | 59 | 80.00 | 4720.00 | 1 100.00 |
| AH334 | 122 | 80.00 | 9760.00 | 2176.00 |
| Totaux | 471 | | 26 005.00 | 4807.91 |

- acquisition en volume (tréfonds) : 18 parcelles sont concernées par une division en volume pour une expropriation du sous-sol pour la mise en place de titrants d'ancrage pour palplanches.

| COMINES | Surface en m2 | Valeur : €/m2 | Montant en € | Réemploi en € |
|----------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| AH298 | 226 | 24.00 | 5424.00 | 1356.00 |
| AH296 | 12 | 24.00 | 288.00 | 72.00 |
| AH299 | 164 | 24.00 | 3936.00 | 984.00 |
| AH302 | 153 | 24.00 | 3672.00 | 918.00 |
| AH303 | 210 | 24.00 | 5040.00 | 1260.00 |
| AH307 | 47 | 24.00 | 1128.00 | 282.00 |
| AH331 | 36 | 24.00 | 864.00 | 216.00 |
| AH335 | 108 | 24.00 | 2592.00 | 648.00 |
| AH340 | 95 | 24.00 | 2280.00 | 114.00 |
| AH341 | 263 | 24.00 | 6312.00 | 1578.00 |
| AH344 | 84 | 24.00 | 2016.00 | 504.00 |
| AH346 | 69 | 24.00 | 1656.00 | 414.00 |
| AH349 | 48 | 24.00 | 1152.00 | 288.00 |
| AH350 | 79 | 24.00 | 1896.00 | 474.00 |
| AD256 | 271 | 24.00 | 6504.00 | 1626.00 |
| AD384 | 92 | 24.00 | 2208.00 | 552.00 |
| AH332 | 98 | 24.00 | 2352.00 | 588.00 |
| AH337 | 78 | 24.00 | 1872.00 | 468.00 |
| Totaux | 2133 | | 51192.00 | 12342.00 |

Sur la Commune de HALLUIN :

- acquisition de surface : 11 parcelles représentant une surface au sol de 6 197 m2.

| HALLUIN | Surface en m2 | Valeur : €/m2 | Montant en € | Réemploi en € |
|----------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| AD176 | 219 | 25.00 | 5475.00 | 1 362.50 |
| AD123 | 541 | 14.97 | 8103.65 | 1 199.34 |
| AD125 | 439 | 14.97 | 6575.79 | 973.22 |
| AD127 | 1 203 | 25.00 | 30 075.00 | 1 502.50 |
| AD129 | 1 309 | 25.00 | 32 725.00 | 1 461.25 |
| AI46 | 30 | 25.00 | 750.00 | 160.00 |
| AD102 | 226 | 98.67 | 22 300.00 | 3 430.00 |
| AD101 | 689 | 14.97 | 10 320.55 | 1 527.44 |
| AE43 | 525 | 25.00 | 13 125.00 | 662.50 |
| AD131 | 544 | 25.00 | 13 600.00 | 688.75 |
| AD133 | 472 | 25.00 | 11 800.00 | 645.00 |
| Totaux | 6 197 | | 154 849.99 | 13 612.50 |

Il est à noter que certaines parcelles ont déjà été acquises par les Voies Navigables de France, sur le territoire de la commune de Comines : AH300 – AH301 – AH306

Certaines parcelles feront l'objet d'une convention temporaire d'occupation durant les travaux de recalibrage : AB31 – AB32

Les parcelles suivantes appartiennent à l'Etat : AH333 – AH338 – AH339 – AH342 – AH343 – AH347 – AH348

**Rencontres et saisies officielles des propriétaires identifiés par les
expropriations foncières et volumétriques**

Il est rappelé que :

- d'une part, préalablement à l'enquête publique, des rencontres avec les propriétaires impactés par ces expropriations ont eu lieu via l'intermédiaire du prestataire des Voies Navigables de France, en charge des acquisitions foncière et volumétriques, pour les informer de ces expropriations.

- d'autre part, les propriétaires connus, titulaires de droits réels et autres, impactés par les emprises à acquérir (en surface ou en volume) par la voie de l'expropriation, ont été saisis officiellement par les soins des Voies Navigables de France, suivant courriers recommandés avec AR en date du 10 octobre 2018, de l'ouverture de l'enquête publique unique du 15 octobre 2018 au 16 novembre 2018, pour information et/ou observations de leurs parts.

Cette procédure administrative porte notamment sur l'utilité du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, et sur l'enquête parcellaire, conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Il résulte de ce qui précède, que les propriétaires concernés, lors de l'enquête publique, n'ont émis aucune opposition au dit projet, mais ont fait part de leur inquiétude concernant :

- l'étendue, la nature, et le déroulement des travaux, et accès aux berges durant la phase travaux
- l'aménagement futur et la présence du chemin de service
- le niveau d'entretien du futur chemin de service
- L'installation de clôture pour délimiter les parcelles privées et le domaine public fluvial
- l'impact des travaux sur les habitations à proximité et la possibilité d'obtenir des garanties sur les éventuels dommages
- le montant et l'emprise (en surface et en volume) des acquisitions projetées
- l'identification exacte des propriétaires, des titulaires de droits réels, et autres

Appréciation et Avis sur l'Utilité Publique du Projet **(voir rapport Titre II : la Déclaration d'Utilité Publique)**

Pour rappel (extraits) : Après lecture et analyse de l'Etude d'Impact et des réponses apportées par les Voies Navigables de France, des avis des Personnes Publiques Associées, de l'étude socio-économique, des observations formulées par les services publics de l'Etat, les Collectivités Territoriales, associations, du public et autres, il en résulte que le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, tel qu'il a été conçu dans son scénario 2 (voir étude socio-économique), à pris en compte, de façon optimale, les différentes composantes de l'Environnement avec des aménagements intégrés audit projet, ceci afin de minimiser son impact sur ce dernier, à savoir :

- la prise en compte du patrimoine naturel dans le choix des variantes,
- la mise en place de mesures compensatoires pour les milieux naturels impactés,
- le traitement paysager qualitatif pour assurer une meilleure intégration
- la prise en compte des zones urbanisées et agricoles

Des études spécifiques ont été réalisées afin d'identifier les habitats naturels, les espèces animales et végétales protégées, la qualité de l'air, les nuisances sonores, l'insertion paysagère.

Ainsi des mesures visant à éviter, réduire ou compenser les impacts résiduels sur les milieux naturels, urbains, industriels et agricoles ont ainsi été identifiés. Elles permettront de réaliser une réhabilitation écologique, touristique et paysagère de la vallée de la Lys Mitoyenne, et à lui redonner un caractère naturel.

Elles permettront aussi de coller aux objectifs de minimisation des coûts, d'une utilisation optimale de l'espace existant et de faisabilité économique dû à un accroissement futur de la navigation fluviale sur le tronçon de la Lys Mitoyenne

- Le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne présente t'il concrètement un caractère d'intérêt public ?

Ce projet s'inscrit bien dans une démarche globale d'aménagement et de compétitivité du territoire, de réduction des impacts environnementaux des transports et de valorisation de la voie d'eau. Il valorise la transition écologique et énergétique, la voie d'eau étant très peu consommatrice d'énergie.

Ce projet va permettre d'abaisser les coûts de transport, renforcer la performance industrielle des territoires traversés, et contribuer au développement du port de Dunkerque.

En tenant compte de la justification de l'utilité publique ci-dessus, ainsi que des enjeux tous favorables au projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, il est incontestable qu'il présente un caractère d'utilité publique.

- L'expropriation envisagée est-elle nécessaire pour atteindre les objectifs de l'opération ?

Différents scénarii ont été élaborés avant d'arrêter définitivement le projet actuel (scénario 2) de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

Compte tenu de tous les paramètres (cités ci-dessus), ce projet a été conçu de telle sorte qu'il impacte le moins possible la propriété privée, notamment :

- en réalisant l'essentiel du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne (élargissement et approfondissement) sur le domaine public fluvial
- en mettant en œuvre des profils raidis

Ces choix ont permis indéniablement une réduction majeure des acquisitions foncières.

(voir paragraphe précédent : « parcelles de terrain concernées par l'expropriation »)

En conséquence, les expropriations envisagées, sont incontestablement nécessaires.

- Le bilan coûts – avantages de l'opération :

Eu égard à l'estimation financière prévisionnelle globale (travaux réalisés en France et en Belgique, sur les trois (3) sections) s'élevant à la somme totale de 105 M€ HT (voir tableau au paragraphe 4. Estimation sommaire du projet et de son financement du rapport 1 d'enquête publique), il est prévu :

- poste 5. Cheminements, y compris restauration de fossés : 1,8 M€ HT
- poste 7. Mesures compensatoires et d'accompagnement, y compris franchissement piscicole : 4.0 M€ HT

Les mesures compensatoires, d'aménagement paysager, s'élèvent, pour l'ensemble du projet à 5,8M€ HT soit 5.5% du coût total prévisionnel.

Pour ce qui concerne les acquisitions foncière (sur Comines et Halluin, **surface expropriée : 6668 m2, plus les acquisitions en volume sur Halluin**), le montant total des dites acquisitions s'élève à la somme de **262 809.40 €** avec les frais de réemploi compris (uniquement les parcelles expropriées sur le territoire français, abstraction faite des parcelles déjà acquises à l'amiable par les Voies Navigables de France, ou mise à disposition par convention d'occupation durant les travaux, ou appartenant à l'Etat).

(voir paragraphe précédent : parcelles de terrain concernées par l'expropriation).

Compte tenu de l'importance du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, sur un linéaire de 16,5 km, et de son coût global de 105 millions € HT,

En conséquence, les avantages que présente ce projet, l'emportent sur les inconvénients qu'il génère.

Conclusions motivées du commissaire enquêteur :

- Après avoir étudié le dossier d'enquête
- Participé à une réunion, le 12 septembre 2018, de présentation par les Voies Navigables de France, du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne,
- Visité les lieux, et vérifié l'affichage avant ou après chacune de mes permanences
- Tenu six (6) permanences, qui ont permis de recevoir trente (30) personnes et de recueillir quinze (15) remarques écrites, cinq (5) lettres, quatre (4) courriels
- Pris connaissance des avis exprimés par les Personnes Publiques Associées
- Dressé le procès verbal de synthèse des observations du public
- Remis aux Voies Navigables de France, et à la Préfecture du Nord, le 8 février 2017, le procès verbal de synthèse des observations du public
- Étudié le mémoire en réponse du pétitionnaire

Le Commissaire enquêteur constate que :

- L'enquête n'a pas suscité l'intérêt de la part du public, et tout particulièrement des propriétaires identifiés impactés par les expropriations en surface ou en volume, officiellement saisis par lettres recommandées avec AR en, date du 10 octobre 2018, de l'ouverture de l'enquête publique unique

- L'enquête a été organisée conformément aux réglementations en vigueur, et notamment aux articles L110.1 et suivants du code de l'expropriation, de l'article L123.1 du code de l'environnement, et en vertu de l'article L123.6 du code de l'environnement, regroupant les quatre (4) procédures en une enquête publique unique, ainsi que de l'arrêté préfectoral du Nord en date du 12 septembre 2018
- Vu la réflexion sur le projet et ses conséquences
- Vu la régularité de la procédure appliquée à l'enquête publique et sur son déroulement :
 - délais d'affichage,
 - permanences,
 - publicité,
 - accueil du public.
 - mise à disposition du dossier
 - registres d'observations
- Vu les quinze (15) remarques inscrites aux registres communaux, les cinq (5) lettres et les quatre (4) courriels déposés ou adressés à aux mairies concernées ou à la préfecture du Nord,
- Vu le Mémoire en réponse du Pétitionnaire, en date du 7 décembre 2018
- Vu les avis exprimés à ce jour par les personnes publiques associées, et du procès-verbal du compte rendu du 14 décembre 2017, et qui fait suite à la réunion des PPA du 17 novembre 2017
- Vu l'avis favorable du Conseil National de la Protection de la Nature (CNP) du 29 septembre 2017 n°2017-06-13c00760
- Et après avoir pris connaissance du dossier d'études d'impact sur l'environnement, de l'avis n°2015-62 du 25 octobre 2017 de l'Autorité Environnementale et du mémoire de réponse des Voies Navigables de France (juillet 2018), du bilan socio-économique, du bilan carbone/consommation de l'énergie, des différentes concertations intervenues durant la phase avant-projet avec les territoires traversés, associations et autres, ainsi que de l'estimation financière prévisionnelle global du projet et de sa répartition entre les trois (3) territoires

Et considérant que :

- Au terme d'une enquête publique unique regroupant les quatre (4) procédures en cours, de 33 jours, et après avoir tenu six (6) permanences et analysé l'ensemble des avantages et des inconvénients relatifs au projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne
- Il n'est rapporté aucun incident notable qui aurait pu perturber le bon déroulement de l'enquête publique
- Les expropriations envisagées sont nécessaires pour atteindre les objectifs du projet
- Le coût de réalisation dudit projet ne paraît pas déraisonnable (et notamment le coût des acquisitions foncière par la voie de l'expropriation), par rapport à d'autres projets similaires

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne
Présenté par les Voies Navigables de France

- Il n'existe aucun intérêt social majeur justifiant le refus de l'utilité publique à cette opération
- Les propriétaires impactés par les expropriations en surface, ou en volume tréfoncier, n'ont émis aucune opposition et/ou observation à l'encontre dudit projet, hormis une inquiétude sur les modalités d'indemnisations et de réalisation des travaux (voir plus haut).
- Les observations enregistrées dans les registres d'enquête publique ne remettent pas en cause la réalisation du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne
- Les avantages que représentent ce projet l'emportent sur les inconvénients qu'il génère

En fonction de l'ensemble des éléments précités,

Le commissaire enquêteur émet un : Avis Favorable à l'enquête publique parcellaire en vue de l'acquisition par voie d'expropriation, conformément à l'article R131-3 (Code expropriation pour cause d'utilité publique), des terrains et volumes tréfonciers nécessaires à la réalisation du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne,

Et pour intégration au domaine public fluvial de l'Etat, géré par les Voies Navigables de France,

tel que ce projet est présenté aujourd'hui par le pétitionnaire, en surfaces et en volumes tréfonciers, sur les communes de Comines et d'Halluin, dans le dossier soumis à enquête publique, exposé dans le rapport au paragraphe « parcelles de terrain concernées par l'expropriation sur le territoire français uniquement) et rappelé ci-dessus dans les conclusions.

Cet avis favorable n'est assorti d'aucune réserve, ni recommandation, compte-tenu des réponses apportées par les Voies Navigables de France.

Conclusions et Avis établis
A WICRES le 12 décembre 2018

Le Commissaire Enquêteur

Dominique BOIDIN